

France

31/01/2023

La France échappe à la récession, pour le moment

Le PIB français a augmenté de 0.1% au quatrième trimestre, permettant à l'économie française d'échapper à la récession, en tous cas pour le moment. Néanmoins, échapper à la récession ne veut pas dire rebondir fortement. Il n'y a peu de signes indiquant une reprise dynamique de l'économie française dans les prochains mois.

Pas de récession hivernale en France

Le PIB français a augmenté de 0.1% en glissement trimestriel au quatrième trimestre, un chiffre plus faible qu'au troisième trimestre (+0.2%) mais qui permet à l'économie française d'échapper à la récession, en tous cas pour le moment. Sur le trimestre, la consommation des ménages a nettement reculé (-0.9% contre +0.5% au T3), en raison notamment d'une baisse de la consommation alimentaire et énergétique. Mais ce recul a été compensé par la formation brute de capital, qui ralentit mais reste dynamique (+0.8% contre +2.3% au T3), et par une contribution positive du commerce extérieur, les exportations diminuant moins vite que les importations.

En moyenne sur l'année 2022, le PIB augmente de 2,6 % (après +6.8 % en 2021 et -7.9 % en 2020). Une année résiliente donc, malgré le choc important lié à la guerre en Ukraine, même si la croissance de 2022 est surtout la conséquence de la forte progression de fin 2021.

Quasi-stagnation attendue de l'activité en 2023

Pour la suite, les données laissent penser que les perspectives économiques françaises sont incertaines, mais loin d'être dramatiques. On est loin d'un saut dans le vide vers la récession. Néanmoins, échapper à la récession ne veut pas dire rebondir fortement. Loin de là. En fait, il n'y a peu de signes indiquant une reprise dynamique de l'économie française dans les prochains mois. Les indices PMI indiquent une dégradation de la demande à laquelle font face les entreprises françaises : les nouvelles commandes baissent et les ventes diminuent. La confiance des ménages est toujours à un niveau historiquement faible et les Français voient les perspectives d'un œil très négatif. En outre, l'inflation devrait encore augmenter au cours du premier semestre 2023, ce qui implique que l'évolution du pouvoir d'achat réel restera très faible, freinant le dynamisme de la consommation privée.

Au sein des entreprises, alors que les stocks de produits finis sont élevés, les nouvelles commandes sont en forte baisse, la résorption des arriérés de production pourrait donc peser sur l'activité. En particulier, la production industrielle devrait continuer à voir les difficultés d'approvisionnement se résorber, mais ferait face à une demande mondiale beaucoup plus faible et serait toujours à risque d'une nouvelle hausse importante des prix de l'énergie mondiaux. L'impact de politique monétaire plus restrictive de la BCE va commencer à se faire réellement sentir en 2023, la hausse des taux risquant de plomber l'investissement des ménages et des entreprises. Enfin, la politique budgétaire devrait être moins expansionniste, ce qui soutiendra moins la croissance économique. In fine, 2023 devrait être caractérisée par une quasi-stagnation de l'économie française sur tous les trimestres de l'année. Une légère contraction du PIB au premier trimestre 2023 n'est pas à exclure. Nous tablons sur une croissance du PIB 0.4% sur l'ensemble de l'année 2023. 2024 pourrait être synonyme d'un peu plus de dynamisme grâce à une baisse plus prononcée de l'inflation, même si celui-ci restera modéré. Nous attendons 1.2% de croissance pour 2024.

Pour voir une amélioration nette des perspectives pour l'économie française en 2023, la baisse du prix du gaz sur les marchés internationaux et la réouverture de la Chine ne suffiront pas. Il faudrait voir une amélioration nette de la confiance des ménages et des entreprises. Sans cela, une stagnation reste le scénario le plus probable pour 2023.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.